Comité Technique Paritaire UBO - 26 février 2009

Déclaration du représentant CGT-IUFM

.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Membres du CTP,

Nous voulons nous faire ici les interprètes du profond sentiment d'amertume ressenti par les personnels de l'IUFM de Bretagne, suite à la proposition de restitution de 6 postes BIATOS demandée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur. Soit 6 postes restitués dont 5 postes IUFM.

Nous précisons évidemment, si besoin est, que la CGT s'oppose à toute forme de suppressions d'emploi public et notamment pour ce qui nous concerne au sein des services de l'UBO, mais la proposition de la présidence de l'Université de Bretagne Occidentale est encore plus rude pour les personnels de l'IUFM.

Sans doute l'on voudra bien nous expliquer que cette proposition répond à une commande ministérielle et n'est pas de l'initiative de l'UBO, nous en convenons, et qu'elle a été repoussée à l'unanimité par son conseil d'administration, soit, mais il n'en reste pas moins vrai que la solution privilégiée par la présidence de l'UBO, en cas d'obligation de restitution de postes au Ministère, est de piocher, comme par un effet d'aubaine et prioritairement, dans le vivier des postes IUFM.

C'est, en quelque sorte, comme si l'on punissait les personnels de l'IUFM d'avoir, par leur arrivée, modifier la dotation en personnel des services de l'UBO.

Les personnels de l'IUFM ne peuvent l'accepter et s'empêcher de mettre ses propositions de restitutions d'emplois en perspective avec les déclarations répétées de la présidence de l'UBO voulant expliquer aux personnels de l'IUFM que leur intégration au sein de l'Université de Bretagne Occidentale était une chance pour eux.

Que l'on est loin également des assurances données par la présidence de l'UBO sur l'avenir des sites IUFM et de leurs personnels, même dans le cadre de la réforme de la formation des maîtres, et encore récemment sur le site de Quimper... Comment, en effet annoncer le maintien de sites que l'on vide de leur substance.

Depuis, les personnels BIATOS de l'IUFM sont passés de postes gelés en postes proposés à la suppression.

Ils attendent, notamment à ce sujet, les explications de la présidence de l'UBO

Ils se rappellent pourtant et les membres du présent CTP doivent se le rappeler également que la raison invoquée au gel des postes relevait d'une absence de transmission de données de la part de la direction de l'école interne IUFM. Mais, sans doute, est-ce là un total effet du hasard si ce sont, dans les mêmes proportions, les postes IUFM qui sont de nouveau proposés à la suppression ?

Ce sont de plus des propositions-couperets qui n'ont fait l'objet d'aucune étude ou demande de renseignements sur les besoins réels des services concernés et les personnels savent qu'ils ne pourront plus effectuer leurs missions dans des conditions satisfaisantes pour les usagers et pour eux-mêmes. Et il s'agit bien, à leurs yeux, d'un pas supplémentaire vers le démantèlement de leur Institut.

Au sein des personnels de l'IUFM, et nous le disons avec gravité, c'est à une véritable rupture de confiance à laquelle nous assistons. Plus aucune perspective d'avenir ne leur apparaît maintenant comme réellement envisageable et ils ne veulent et ne peuvent plus croire aux assurances données...

La CGT se place à leur côté pour exiger le maintien de l'actuel niveau d'emploi dans toutes leurs catégories de personnels, titulaires et contractuels, nécessaire au bon accomplissement de leurs missions de service public.

C'est pourquoi en signe de protestation, notre représentant CGT au comité technique paritaire de l'UBO, en poste à l'école interne IUFM, ne siégera pas au CTP de ce jour.

Le siège qu'il laissera ainsi vide sera comme le reflet de la place véritablement reconnue, pour aujourd'hui et pour l'avenir, aux personnels de l'IUFM au sein des services de l'Université de Bretagne Occidentale...

En vous remerciant de votre attention.